

**Université Bordeaux**  
Opération campus  
Secteur biologie/santé  
351 cours de la Libération  
Bâtiment A32  
33405 TALENCE Cedex



**Souscription de polices d'assurance construction  
Dommages ouvrage / CCRD et Tous Risques Chantier dans  
le cadre du projet B19 SIREAUCO Pessac et INSPE**

**Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP)**

**Lot 1 - Dommages ouvrage /CCRD**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'OPERATION</b>	<b>3</b>
<b>1.1 SOUSCRIPTEUR</b>	<b>3</b>
<b>1.2 CONSTRUCTION A ASSURER</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – DOMMAGES OUVRAGE</b>	<b>5</b>
<b>2.1 GARANTIE OBLIGATOIRE (ARTICLES L.242-1 ET 2 DU CODE DES ASSURANCES)</b>	<b>5</b>
<b>2.1.1 GARANTIE LEGALE</b>	<b>5</b>
<b>2.1.2 EXCLUSIONS</b>	<b>6</b>
<b>2.2 DOMMAGES OUVRAGE GARANTIES COMPLEMENTAIRES</b>	<b>7</b>
<b>2.2.1 DO : GARANTIE BON FONCTIONNEMENT DES ELEMENTS D'EQUIPEMENT (ARTICLE 1792-3 DU CODE CIVIL)</b>	<b>7</b>
<b>2.2.2 DO : GARANTIE DES DOMMAGES IMMATERIELS CONSECUTIFS</b>	<b>7</b>
<b>2.2.3 GARANTIE DES DOMMAGES AUX EXISTANTS CONSECUTIFS AUX TRAVAUX NEUFS</b>	<b>7</b>
<b>2.3 EXCLUSIONS AUX GARANTIES COMPLEMENTAIRES</b>	<b>7</b>
<b>2.4 MONTANTS DES GARANTIES</b>	<b>8</b>
<b>2.5 PRIME -</b>	<b>8</b>
<b>2.6 RECONSTITUTION DES GARANTIES</b>	<b>8</b>
<b>2.7 FRANCHISE</b>	<b>9</b>
<b>2.8 SINISTRE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 3 – CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 4 -REGLEMENT DES LITIGES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 5 -TRANSFERT DE PROPRIETE</b>	<b>11</b>

## ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'OPERATION

### 1.1 SOUSCRIPTEUR

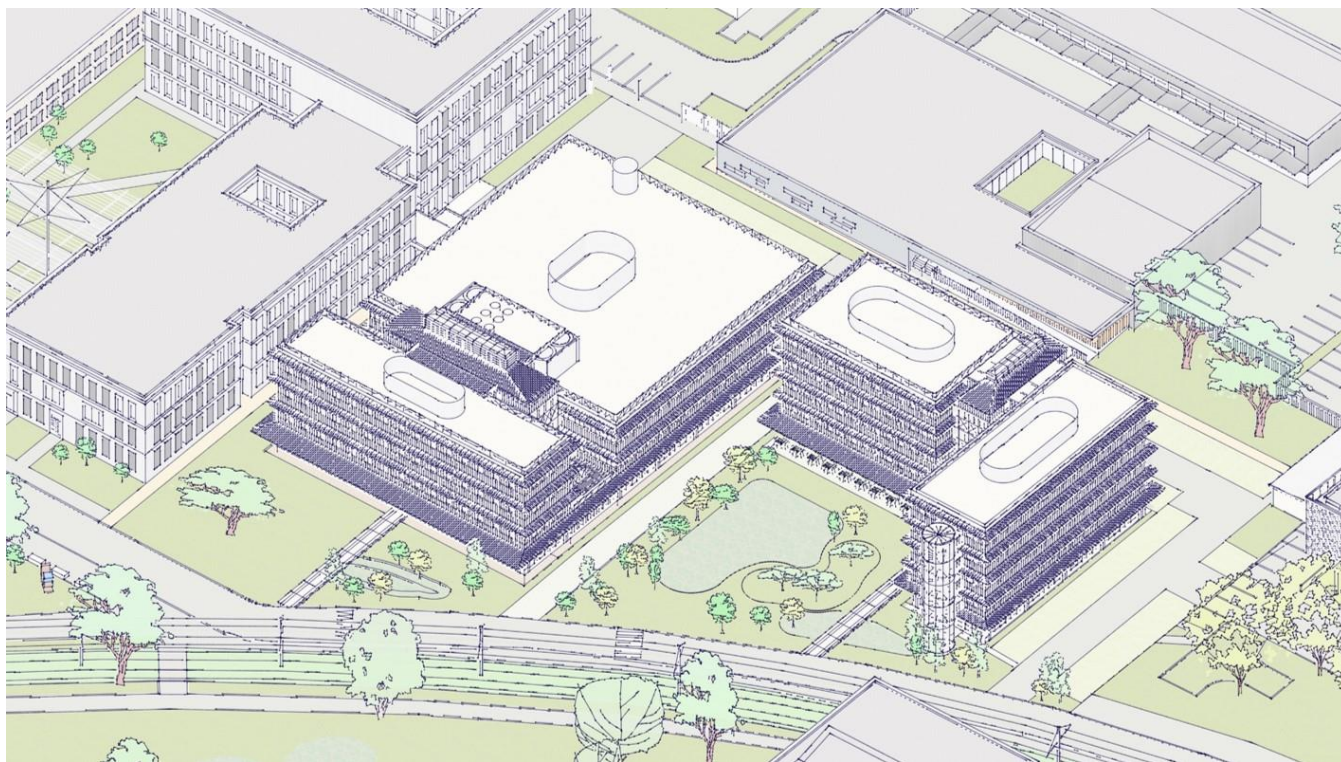
Le Maître d'ouvrage, est :  
UNIVERSITE DE BORDEAUX  
35 place Pey Berland  
33000 BORDEAUX

### 1.2 CONSTRUCTION A ASSURER

#### **LE PROJET SIREAUCO Pessac, bâtiment B19A :**

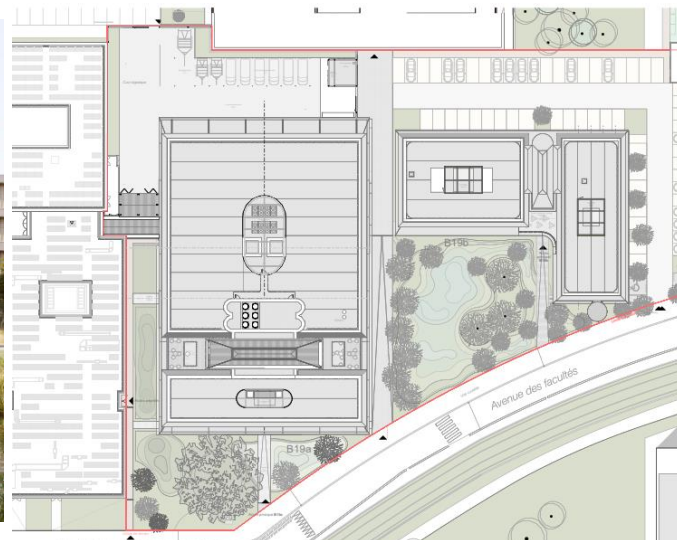
Le projet SIREAUCO Pessac prend corps dans deux sites de recherche à savoir Arcachon et Pessac. L'objectif d'un tel projet est de poursuivre l'effort de structuration de l'université de Bordeaux dans le domaine des sciences environnementales. SIREAUCO Pessac permettra de rassembler l'ensemble du potentiel de recherche de l'université de Bordeaux consacré à l'étude des environnements aquatiques, continentaux et marins. Il permettra de disposer d'infrastructures du plus haut niveau dans les domaines disciplinaires concernés, ce qui est indispensable pour maintenir sur le moyen-long terme une recherche performante dans chacun d'entre eux et pour répondre aux enjeux sociétaux des décennies à venir. Ce rassemblement interviendra au sein de l'Unité Mixte de Recherche « Environnements et Paléoenvironnements Océaniques et Continentaux » (UMR 5805).

A Pessac, l'Université de Bordeaux a prévu l'installation d'un pôle de recherche après la démolition du B18 ancien en 2024, et d'envisager une construction neuve en lieu et place. Le projet est localisé sur le domaine universitaire au plus près du bâtiment B18 nouveau de l'OASU et de la plateforme multi-technique B17, sur le campus de Talence, pour renforcer la synergie avec les équipes scientifiques y étant hébergées. L'objectif principal de ce projet est la relocalisation des équipes de chimie de l'environnement et de physique du littoral d'EPOC.



Ce bâtiment B19A permet de développer une surface de 5820 m<sup>2</sup> SDP. Il bâtiment est connecté au bâtiment B18N (B18, U.F.R. des Sciences de la Terre et de la Mer) par une galerie aérienne.

Le projet intègre également un bâtiment, le B19b, comptabilisant 3455 m<sup>2</sup> SDP destiné à accueillir les INSPE de la Gironde (Institut national supérieur du professorat et de l'éducation).



### **LE PROJET de regroupement des INSPE de la Gironde, bâtiment B19B :**

Le projet de construction neuve du bâtiment B19b à la volumétrie très compacte et d'une surface de 3497 m<sup>2</sup> répond à une programmation élaborée en concertation avec les futurs usagers de l'INSPE : cette surface, offrant des espaces de travail flexibles avec des aménagements modulables est en adéquation avec les besoins de l'ensemble des agents, enseignants et étudiants de l'INSPE, aujourd'hui disséminés sur les deux sites de Mérignac, Bourran et Bordeaux Caudéran.

Les INSPE de la Gironde sont actuellement hébergés dans un patrimoine du conseil départemental de la Gironde sur deux sites différents, Mérignac Bourran et Bordeaux Caudéran. Ces deux sites, éloignés l'un de l'autre de 3 km, cumulent à eux deux 19 bâtiments pour une surface de plancher de 16 547 m<sup>2</sup>, l'université en assurant les charges de propriétaire.

Les objectifs environnementaux qui ont été fixés sont réglementaires (RE 2020) mais l'université s'engage à les tenir, notamment à travers un suivi scrupuleux de la phase de réception, la durabilité des installations et des équipements, l'efficacité et la sauvegarde des performances sur la durée.

L'assiette du projet s'élève à 35M€ TTC répartis comme suit

TRAVAUX

25 074 000,00€

MOE Base	TF	2 478 078,00 €
	TO1	194 561,00 €
	TO2	194 561,00 €
MOE Compl	AC	31 800,00 €
	ENV	350 740,00 €
	BIM	84 600,00 €
	EXE	88 924,60 €
BCT		61 950,00 €
CSPS		30 160,00 €
CSSI		31 400,00 €
Commissionneur		66 260,00 €
AMO Env		94 950,00 €
Total HT		29 019 984,60 €
Total TTC		34 823 981,52 €

**Durée prévisionnelle des travaux : 21 mois**

**DESIGNATION :**

Le présent marché concerne une souscription de contrats d'assurances construction dans le cadre du  
**Lot 1 : Dommages Ouvrage et CCRD dans le cadre de l'opération B19 SIREAUCO Pessac INSPE**

**ARTICLE 2 – DOMMAGES OUVRAGE**

**2.1 GARANTIE OBLIGATOIRE (Articles L.242-1 et 2 du Code des Assurances)**

**2.1.1 Garantie légale**

Le présent contrat a, notamment, pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité au bénéfice du maître de l'ouvrage et ou des propriétaires successifs, le paiement des travaux de réparations des dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'article 1792.1 du Code Civil, les fabricants, les importateurs et le Contrôleur Technique sur le fondement de l'article 1792 du Code Civil et qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction,
- Affectant les dits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipements, les rendent impropres à leur destination,
- Affectant la solidité de l'un des éléments d'équipements indissociable des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert au sens de l'article 1792.2 du Code Civil.

Sont par ailleurs garantis les dommages aux ouvrages existants qui totalement incorporés dans l'ouvrage neuf en deviennent techniquement invisibles.

Les travaux de réparation des dits dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Conformément à l'application des dispositions de l'article L.213-1-1 du Code des Assurances « les voiries, les ouvrages piétonniers, les parcs de stationnement, les réseaux divers, les canalisations, les lignes ou câbles et leurs support, piscines non couvertes..... » sont soumis à l'obligation d'assurance lorsqu'ils sont

accessoires à l'ouvrage principal, objet du marché soumis à l'obligation d'assurance.

**Point de départ de la garantie et durée :**

La période de garantie commence, sous réserve des dispositions ci-dessous, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini à l'article 1792.6 du Code Civil. Elle prend fin à l'expiration d'une durée de **DIX ANS** à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise :

- **AVANT RECEPTION**, lorsque après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de son obligation de réparer.
- **APRES RECEPTION** et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai fixé au marché ou dans un délai maximum de **QUATRE VINGT DIX (90)** jours son obligation de réparer.

## 2.1.2 EXCLUSIONS

**Par dérogation à toutes autres dispositions du présent contrat relatives aux exclusions de garanties, seules sont applicables à la garantie « Dommages Ouvrage Obligatoire », les exclusions formulées par l'article 243-1 du Code des assurances, annexe II c'est-à-dire les dommages résultant exclusivement :**

- Du fait intentionnel ou du dol du souscripteur,
- Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal,
- De la cause étrangère et notamment :
  - directement ou indirectement, d'incendie ou d'explosion, sauf si l'incendie ou l'explosion sont la conséquence directe d'un sinistre couvert par le présent marché,
  - de tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique,
  - de faits de guerre étrangère,
  - de faits de guerre civile, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes, de mouvements populaires, de grève ou de lock-out ayant le caractère de cause étrangère
  - des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de radioactivité, ainsi que des effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.

Au titre de la garantie des dommages aux ouvrages de génie civil, sont également exclus :

- Les revêtements d'étanchéité des piscines constitués de membranes armées en haut polymère sans bitume inférieur à 150/100e d'épaisseur,
- Les couches d'usure des ouvrages de technique routière,
- Les revêtements de sols sportifs,
- ainsi que les dommages affectant :
  - Tous les ouvrages réalisés avec des technologies expérimentales ou procédés nouveaux dont l'usage n'est pas défini par la réglementation édictée par les organismes compétents à caractère officiel,
  - Les réseaux de chauffage urbain, les installations de géothermie, les réseaux industriels en général ainsi que les réseaux d'adduction d'eau, les réseaux électriques et de communication.

Sont enfin exclus les Dommages résultants :

- De l'absence de travaux qui, prévus ou non au marché des constructeurs auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction et dont la non exécution a entraîné ces dommages,

- D'économies imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction qui sont à l'origine des dommages,
- De la non prise en compte des réserves techniques notifiées au Maître d'Ouvrage par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et le contrôleur technique.

## 2.2 Dommages ouvrage GARANTIES COMPLEMENTAIRES

### 2.2.1 DO : Garantie bon fonctionnement des éléments d'équipement (Article 1792-3 du Code Civil)

La garantie s'étend à la réparation des éléments d'équipements dissociables de la construction lorsque ces éléments d'équipements sont inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues. Autrement dit tous les équipements dont la dépose, le démontage ou le remplacement s'effectuent sans détériorer leur support. (Les articles R111-27 et R111-28 du Code de la Construction et de l'Habitation énumèrent ces équipements dont notamment : portes, fenêtres, revêtements de toutes sortes, conduites, tuyauteries, canalisations, radiateurs, sanitaires, robinetterie...) Les frais de dépose, démontage et remontage sont couverts au titre de la garantie.

Point de départ et durée de la garantie :

Le point de départ de la garantie bon fonctionnement est fixé par l'article 1792-3 du Code Civil à la réception des travaux.

Elle est de **DEUX (2) ANS** minimum, mais elle peut être d'une durée supérieure si les parties au contrat le décident.

Toutefois, elle sera acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement (1 an) si, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de **QUATRE VINGT DIX (90) JOURS**, son obligation de réparer.

### 2.2.2 DO : Garantie des dommages immatériels consécutifs

La garantie s'étend à la réparation des dommages immatériels subis par le propriétaire de l'ouvrage et/ou de ses occupants et résultant directement d'un dommage matériel garanti en application des articles 1.1 et 2.1 du présent contrat et survenu après réception. Par dommages immatériels on entend « tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par un bien ou de la perte d'un bénéfice ».

Point de départ et durée de la garantie : La garantie commence au jour de la réception et finit à la même date que la garantie principale à laquelle elle est liée.

### 2.2.3 Garantie des dommages aux existants consécutifs aux travaux neufs

Les dommages aux ouvrages existants non concernés par les travaux, à l'exception de ceux qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles sont garantis pour la réparation des dommages matériels intervenant sur des existants du fait des travaux neufs objets du présent marché, et rendant ces existants impropres à leur destination et / ou compromettant leur solidité.

Cette garantie comprend les coûts relatifs à la remise en état des existants, dans la limite des plafonds exposés ci-après.

**Point de départ et durée de l'assurance :**

La couverture commence au jour de chaque réception et finit à la même date que la garantie principale à laquelle elle est liée.

## 2.3 EXCLUSIONS AUX GARANTIES COMPLEMENTAIRES

**Ne sont pas garantis les dommages affectant :**

- Les appareils et équipements ménagers ou domestiques, même s'ils sont fournis au titre du contrat de vente du bâtiment,
- Conformément à l'article 1792-7 du Code Civil, les éléments d'équipements, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage,

**Les dommages résultant :**

- De l'absence de travaux qui, prévus ou non au marché des constructeurs, auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction et dont la non exécution a entraîné ces dommages,
- D'économies imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction qui sont à l'origine des dommages.
- De la non prise en compte des réserves techniques notifiées à l'Assuré par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociations et le contrôleur technique.

## 2.4 MONTANTS DES GARANTIES

### **Garantie Obligatoire :**

La garantie obligatoire couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages (y compris les ouvrages de génie civil) et/ou des éléments d'équipements de l'opération de construction endommagés à la suite d'un sinistre.

Toutefois, la garantie est limitée au montant du coût total de construction définitif (toutes taxes comprises).

Ce montant est revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT 01 entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

### **Garanties complémentaires et à concurrence du coût total définitif de la construction :**

- |   |     |
|---|-----|
| • Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipements :         | 10% |
| • Garantie des dommages immatériels consécutifs :                     | 10% |
| • Garantie des dommages aux existants consécutifs aux travaux neufs : | 5%  |

Les montants de capitaux ci-dessus sont épuisables jusqu'au terme des garanties.

## 2.5 PRIME -

**La prime :** La prime est fixée par application d'un taux H.T. sur l'assiette de prime, auxquels s'ajoutent les frais et taxes en vigueur.

**L'assiette de prime :** L'assiette de prime est constituée des éléments indiqués en article 1.2 du présent CCTP.

**Règlement de la prime :** L'Etablissement procédera au règlement de la prime présentée par virement administratif avec un mandatement à 30 jours MAXIMUM à compter de la date de réception des relevés de quittances.

**Echéancier :** La prime provisionnelle sera appelée en totalité 2 mois à compter de la date de notification du marché. La prime de régularisation sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des travaux. Pour permettre le calcul définitif de la prime de régularisation (incluant le projet prise d'eau de mer), l'Etablissement fournira à l'Assureur les pièces justificatives suivantes :

- La déclaration de fin de travaux avec le montant définitif des travaux,
- Le rapport final du contrôleur technique,
- Les procès-verbaux de réception et éventuellement les certificats de levées des réserves.

## 2.6 RECONSTITUTION DES GARANTIES

Les montants de garanties définies aux présentes Conditions Particulières seront réduits de plein droit, après sinistre, du montant des indemnités correspondantes, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

Toutefois, les montants de ces garanties pourront être reconstitués sur demande de l'Etablissement ou de toute personne ayant un intérêt de conservation de la construction, sous condition du versement d'une prime complémentaire dont le montant sera fixé par avenant.

Cette demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception ; le montant du complément de cotisation nécessaire à la reconstitution des garanties fera l'objet d'un avenant. Cette reconstitution de garantie ne pourra être accordée que si elle est demandée au plus tard dans un délai de DEUX MOIS suivant le versement de l'indemnité de la dernière fraction d'indemnité.

## **2.7 FRANCHISE**

- Garantie DO : Aucune franchise
- Do – Garanties facultatives : néant

## **2.8 SINISTRE**

### **Déclaration**

L'assureur n'interviendra dans l'instruction d'un sinistre qu'au jour où il aura reçu une déclaration de sinistre.

Celle-ci doit être établie par courrier (simple, RAR, télécopie) en théorie dans les 5 jours suivant la prise de connaissance du sinistre.

Conformément à l'article A243-1 alinéa 3, la déclaration de sinistre doit comporter au moins les éléments suivants :

- Le numéro de contrat d'assurance et le cas échéant celui de l'avenant
- Le nom du propriétaire de la construction endommagée
- La date de réception ou à défaut la date de la première occupation des locaux
- La date d'apparition des dommages
- La localisation des dommages
- La date d'ouverture du chantier ou début des travaux.
- La réception de la déclaration est le point de départ des délais que l'assureur devra respecter. Il aura alors :
  - 15 jours pour refuser le sinistre.
  - 60 jours pour notifier à l'Etablissement sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties prévues par le contrat.
  - 90 jours pour formuler une offre de paiement des travaux de réparations.
  - 135 jours en cas de difficultés techniques.

Si l'assureur décide de ne pas missionner un expert et vous notifie son offre d'indemnisation ou bien si l'assureur refuse la prise en charge du sinistre, le maître d'ouvrage peut contester la décision de l'assureur et obtenir alors la désignation d'un expert par ledit assureur.

### **L'expertise**

L'assureur désigne son expert dommages ouvrage et notifie son choix au Maître d'ouvrage. L'expert peut être récusé par l'Etablissement dans les huit (8) jours de sa désignation. Le délai d'instruction et de réglementation du sinistre sera alors augmenté de dix (10) jours. En cas de seconde récusation par le Maître d'ouvrage, l'assureur fait désigner l'expert par le juge des référés. Le délai d'instruction sera alors majoré de trente (30) jours. L'expert désigné doit établir deux rapports :

### **Le rapport préliminaire :**

Il est établi à l'issue de la première visite de l'expert sur les lieux du sinistre. Il permet à l'assureur de prendre position sur l'existence de sa garantie tant au niveau des dommages que des mesures conservatoires prises ou à prendre. Dans un délai maximum de 60 jours à compter de la réception de la déclaration du sinistre, l'Assureur au vu du rapport préliminaire établi par l'expert et préalablement communiqué au, Maître d'ouvrage au moment du sinistre, notifie par courrier RAR à l'Etablissement sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties.

Toute décision négative de l'Assureur ayant pour objet de rejeter la demande d'indemnisation doit être expressément motivée.

Si la position de l'assureur est positive, la notification de sa décision comportera le montant des dépenses correspondants aux mesures de sauvegarde nécessaires à la non aggravation des dommages.

Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses que le Maître d'ouvrage aura déjà engagé à ce titre.

Si l'assureur ne notifie pas sa décision dans le délai de 60 jours, le Maître d'ouvrage est autorisé à engager les dépenses correspondant aux mesures de sauvegarde dans la limite de l'estimation de l'expert.

Si le Maître d'ouvrage n'a reçu ni la notification de l'Assureur, ni le rapport préliminaire, ces dépenses peuvent être réalisées dans la limite de la propre estimation du Maître d'ouvrage.

### **Le rapport d'expertise définitif :**

Dans un délai maximum de 90 jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'Assureur au vu du rapport d'expertise préalablement communiqué au Maître d'ouvrage, notifié par courrier RAR au Maître d'Ouvrage l'offre d'indemnisation définitive destinée au paiement des travaux.

Elle comprend outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux tels qu'honoraires, essais, analyses ainsi que les taxes applicables.

Elle doit faire l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix selon l'indice stipulé dans les Conditions Générales du Contrat.

### **Cas particuliers :**

En cas de sinistre particulièrement complexe, où si l'importance singulière du sinistre ne permet pas à l'expert d'établir son rapport, l'Assureur peut demander au Maître d'ouvrage de reporter son offre définitive d'indemnité à 135 jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre.

Toutefois, ce report est subordonné à trois conditions cumulatives :

- L'assureur doit avoir accepté le principe des garanties du contrat dans un délai de 60 jours.
- Sa demande de report doit être motivée et fondée sur des considérations d'ordre technique.
- L'assureur doit posséder votre accord écrit sur sa demande de report.

### **Païement de l'indemnité :**

Lorsque le Maître d'ouvrage a accepté l'offre d'indemnisation de l'assureur, ce dernier a un délai de 15 jours pour effectuer le règlement définitif.

Si le Maître d'ouvrage conteste l'offre d'indemnisation, il dispose d'un délai de 15 jours pour le notifier à l'assureur.

Ce refus n'empêche pas le Maître d'ouvrage de percevoir de l'assureur une avance au moins égale au  $\frac{3}{4}$  du montant de l'indemnité.

A défaut de versement de cette avance par l'Assureur dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier de désaccord, le Maître d'Ouvrage est autorisé à engager les dépenses pour réaliser les travaux de réparation dans la limite de la proposition de l'Assureur.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à autoriser l'Assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.

## **ARTICLE 3 – CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE**

L'objet de la présente garantie est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile Décennale à la charge des assurés inspirée des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil et découlant des marchés dont ils sont titulaires dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le contrat proposé devra être conforme à la réglementation en vigueur, aux dispositions du Décret n°2008-1466 du 22 décembre 2008 et à l'annexe n° III de l'article A 243-1 du Code des assurances (clause type C.C.R.D.)

La garantie est accordée à hauteur du coût total de l'opération revalorisé selon l'indice BT01. Elle n'intervient qu'en complément (deuxième ligne) de la garantie dont dispose chaque assuré auprès de son assureur (première ligne), à savoir les seuils de déclenchement suivants :

- 10.000.000 € pour les traitants directs dont les marchés de travaux concernent la structure et le gros-œuvre (selon la nomenclature d'activités FFSA),
- 6.000.000 € pour les autres traitants directs,
- 3.000.000 € pour les traitants directs non réalisateurs (Maître d'œuvre, Bureau d'étude, Bureau de contrôle, Constructeur non réalisateur).

Le contrat est géré en capitalisation pour une durée ferme allant jusqu'à l'expiration de la garantie décennale telle que précisée aux articles 1792-4-1 du Code Civil. Les franchises prévues par les contrats d'assurance de responsabilité décennale des intervenants restent en tout état de cause, applicables et à la charge de ceux-ci.

## **ARTICLE 4 -REGLEMENT DES LITIGES**

Seul le Tribunal Administratif de Bordeaux sera compétent pour tout litige résultant du présent marché.

## **ARTICLE 5 -TRANSFERT DE PROPRIETE**

En cas de transfert de propriété, le nouveau propriétaire devient bénéficiaire des garanties du présent contrat.